



La traite des femmes brésiliennes a souvent pris le chemin de la Suisse

PROSTITUTION • La Suisse est la seconde destination réservée aux victimes de trafic d'humains à partir du Brésil. Un sordide voyage qui peut finir sur le trottoir à Zurich.

JEAN-JACQUES FONTAINE

La Suisse est particulièrement visée par le scandale de la traite d'humains au Brésil. En tout, 475 Brésiliens ont été victimes des réseaux de trafic de personnes entre 2005 et 2011, dont 337 pour cause d'exploitation sexuelle forcée, révèle le Ministère de la justice du Brésil. Ce chiffre est le résultat d'une compilation de données provenant de la Police fédérale, du Ministère de la santé et des autorités pénitentiaires, ainsi que d'informations fournies par le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité (UNODOC).

La Suisse est particulièrement concernée, avec 127 cas. Ce serait la seconde destination de ce type de trafic d'humains à partir du Brésil, après le Suriname (133 cas). Viennent ensuite l'Espagne (104 cas) et les Pays-Bas (71 cas). Cette statistique se base uniquement sur les dénonciations dûment enregistrées, présentent les autorités brésiliennes. «Cela laisse supposer que la réalité est bien pire», affirme-t-on au Ministère de la justice. Le nombre important de victimes transitant par le Suriname ne doit pas faire illusion: étant donné les anciens liens coloniaux, il s'agit d'une porte d'entrée pour la Hollande, d'où les réseaux se répandent ensuite dans toute l'Union européenne.

Destination Zurich

Les personnes abusées qui aboutissent en Suisse, par contre, semblent être enrôlées majoritairement dans la prostitution locale, à Zurich notamment. Cependant, la police brésilienne soupçonne qu'une partie d'entre elles est ensuite envoyée dans les ex-pays de l'Est ou dans les émirats du Golfe.

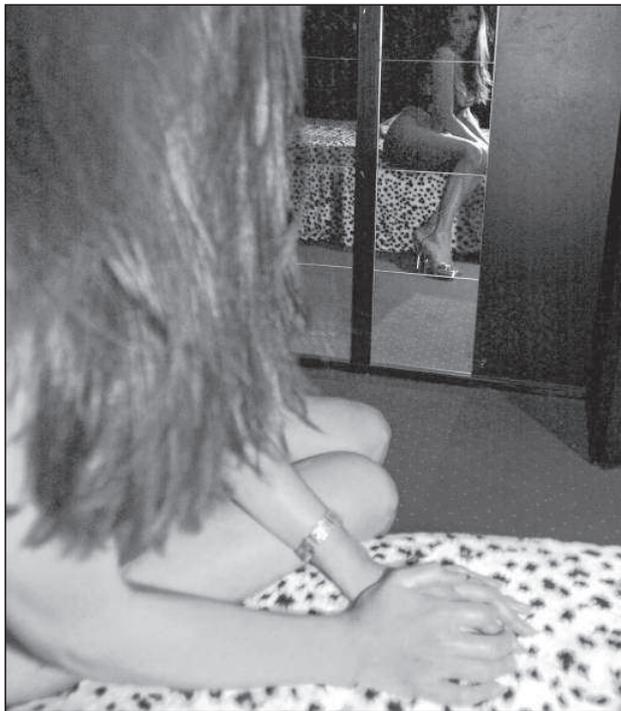
Au Brésil, 55% des «recruteurs» seraient des femmes qui abusent de la crédulité de jeunes gens, hommes ou femmes, dans des régions pauvres du pays. Elles leur font miroiter une nouvelle vie à l'étranger, avant de les obliger à se prostituer. Généralement, le passeport des victimes est confisqué par ceux qui les mettent sur le trottoir. Les gains sont retenus par ces réseaux sous prétexte de remboursement des frais de voyage et de séjour.

Pour qui tombe dans ce type de piège, il est difficile de s'en libérer. Bahia et le Pernambouc (nord-est) ainsi que le Mato Grosso (centre-ouest) sont les principaux Etats où ces pratiques ont été détectées.

«C'est une réalité qui nous préoccupe sérieusement, affirme le ministre de la Justice, José Eduardo Cardozo, car le Brésil semble particulièrement touché par ce phénomène. Et il est difficile de lutter car les victimes elles-mêmes se cachent ou hésitent à porter plainte par honte ou par peur.»

Nouveau plan de lutte

Le Secrétariat national de la justice prépare avec l'aide de l'UNODOC un 2^e plan national de lutte contre le trafic de personnes, qui englobe aussi la question du travail d'esclave (135 des 475 victimes ont subi cette forme d'abus). L'objectif est de mieux coordonner le travail des instances concernées afin d'identifier rapidement les victimes et de remonter aux sources du trafic pour le démanteler.



Certaines victimes de la traite d'humains au Brésil sont enrôlées dans la prostitution locale en Suisse. KEYSTONE

Il s'agit aussi de mettre en place, dans les régions sensibles, des antennes d'information destinées aux victimes potentielles, «car ce sont elles d'abord qui sont le plus à même de se protéger», estiment les autorités. Une campagne d'information sera lancée, incitant les candidats à l'émigration à mieux se renseigner sur les organismes qui leur proposent de partir, à chercher à savoir si d'autres avant eux ont utilisé les mêmes filières et surtout, à rester en contact avec leurs familles au Brésil afin de dénoncer toute forme d'abus.

A l'ambassade de Suisse à Brasilia, le ministre Jean-Pierre Reymond dit ne pas avoir connaissance directe de ce rapport du Secrétariat à la justice sur le trafic de personnes, mais précise que la Suisse se préoccupe aussi de cela. L'ambassade dispose depuis 2005 d'une attachée de police, le seul poste de ce genre en Amérique du Sud, pour promouvoir la coopération

avec le Brésil, notamment sur les questions de traite d'humains. C'est toutefois la Police fédérale à Berne qui s'occupe directement de ces questions. Au Ministère de la justice à Brasilia, pourtant, on affirme qu'aucune forme de collaboration particulière n'existe avec la Suisse à ce niveau-là.

Berne s'alarme aussi

Une situation qui pourrait changer. Le 18 octobre, une Conférence sur la lutte contre la traite des êtres humains s'est tenue à Berne, à l'initiative de la division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elle a rassemblé 250 participants et a permis à des représentants de la Confédération, des cantons et de la société civile de discuter des mesures à prendre contre la traite d'êtres humains. VISION BRÉSIL

EN BREF

PBD

La romandisation du parti avance

Eveline Widmer-Schlumpf s'est réjouie de la «romandisation» du Parti bourgeois-démocratique (PBD) samedi à l'occasion de l'assemblée des délégués de son parti à Neuchâtel. Le PBD a profité de cette étape romande pour présenter sa section genevoise, en cours de création. Le PBD genevois sera porté sur les fonts baptismaux le 13 février prochain en présence d'Eveline Widmer-Schlumpf. Il ne restera alors que le Jura, en Suisse romande, où le PBD ne sera pas encore présent. ATS

ARGOVIE

Continuité au gouvernement

Les Argoviens ont misé sur la continuité ce week-end. Leur nouveau gouvernement se composera comme précédemment d'un UDC, d'un PLR, d'un PDC, d'un PS et d'un Vert. Les quatre conseillers d'Etat sortants ont été réélus. Le PLR a défendu son siège vacant et l'UDC a échoué dans sa tentative d'en conquérir un second. ATS

ASILE

La JS soutient le référendum

La Jeunesse socialiste suisse (JS) soutiendra le référendum contre les nouvelles dispositions en matière d'asile. Lors de l'assemblée des délégués qui s'est tenue samedi à Lausanne, les participants ont estimé que la révision relevait du «pur cynisme». SIPA

IMPÔT DES ENTREPRISES Pour une solution nationale

La démarche de certains cantons de vouloir abaisser seuls la fiscalité des entreprises ne passe pas très bien sur le plan fédéral. La ministre des Finances Eveline Widmer-Schlumpf et Christian Wanner, président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, souhaitent une solution nationale. La conseillère fédérale a déclaré au téléjournal de SF qu'elle regrettrait que, la semaine dernière, des cantons aient fait isolément et publiquement des propositions pour abaisser leurs taxes sur les entreprises. ATS

SONDAGE

Recul de l'UDC confirmé

L'Union démocratique du centre (UDC) perd encore des plumes et le centre confirme son renforcement. C'est ce que révèle un sondage publié un an après les élections fédérales dans le «SonntagsBlick». Le Parti socialiste a repris des couleurs. Le sondage représentatif a été réalisé la semaine dernière par l'institut de recherches Gallup auprès de 1033 citoyens.

L'UDC, qui était passée de 28,9% des suffrages en 2007 à 26,6% en 2011, se retrouve à 23,7%. Le parti de Christoph Blocher n'avait cessé de gagner des parts d'électorat depuis 1991. Le PS passe quant à lui de 18,7 à 19,5%, retrouvant le niveau qui était le sien en 2007. Le Parti libéral-radical (PLR) gagne 0,8 point à 15,9%, le Parti démocrate-chrétien (PDC) 0,6 point à 12,9%, les vert/libéraux 1,6 point à 7% et le Parti bourgeois-démocratique

(PBD) 1,5 point à 6,9%. En revanche, les Verts perdent 0,2 point à 8,2%.

Le renforcement du centre observé lors des élections de l'automne dernier se confirme donc. Selon le journal alémanique, il est intéressant de constater que cela ne se fait pas uniquement au bénéfice des nouveaux partis que sont les vert/libéraux et le PBD, mais également au profit du PDC et du PLR.

L'étude a également porté sur l'issue de tous les votes au Conseil national au cours des quatre premières sessions de la législature. Il y en a eu 1268. En comparaison avec les votes de la législature précédente, le centre-gauche l'a emporté plus souvent que le centre-droit. Au niveau des partis, c'est le PDC qui mène le bal, avec 86% de réussite. SIPA

SANTÉ

Pas assez de toubibs suisses

Un quart des médecins exerçant en Suisse viennent de l'étranger. Dans certaines disciplines, les médecins étrangers sont même plus nombreux que les Suisses, selon les chiffres 2011 de la Fédération des médecins suisses (FMH) publiés dans la «SonntagsZeitung». Cela inquiète des parlementaires de tous bords.

Selon le conseiller national Toni Bortoluzzi (udc/ZH), membre de la commission de la santé publique, cette situation peut devenir problématique: «Dans différents pays, les cours sont nettement plus simples qu'en Suisse.» Jean-François Steiert (ps/FR) évoque des connaissances linguistiques lacunaires qui peuvent conduire à des erreurs de traitement. Les élus plaident pour un complément de formation et des cours de langue. SIPA

SERVICES SECRETS

Le poste du chef vacille



Le siège de Markus Seiler à la tête du SRC vacille. KEYSTONE

Le directeur du Service de renseignement de la Confédération (SRC), Markus Seiler, se présente le 4 novembre prochain aux élections communales de Spiez (BE), sa ville d'origine, sur la liste libérale-radical. Son élection, quoique peu probable, pourrait lui coûter son poste à Berne. «En cas d'élection et si le candidat accepte cette dernière, la fonction de directeur du SRC doit lui être retirée», a expliqué Sonja Margelist, porte-parole du Département fédéral de la défense (DDPS). Elle confirme ainsi une information parue dans l'hebdomadaire «Der Sonntag». Le chef du DDPS Ueli Maurer a été informé.

En tant que vice-président de la section locale de son parti, Markus Seiler est actif politiquement depuis longtemps déjà. Ce n'est pas tant son engagement

politique, mais bien un éventuel mandat électif qui pourrait poser un problème d'incompatibilité.

Son élection à l'Exécutif de Spiez est cependant très improbable: il est l'un des six candidats PLR, parti qui ne défend qu'un siège au Conseil municipal. «Ses chances sont pratiquement nulles», relève Urs Gurtner, président du PLR local. Selon lui, Markus Seiler est l'un des cinq candidats en soutien de Monika Lanz, la municipale sortante. Le chef des services secrets milite en effet pour une réélection de sa collègue sur la page internet de leur parti.

Depuis fin septembre, le directeur du SRC est pris dans la tourmente de l'affaire de vol de données par un collaborateur. ATS/LIB